

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 3–6 juin 2013

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2013/9-A/1
10 mai 2013
ORIGINAL: FRANÇAIS

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT – CÔTE D'IVOIRE 200465

Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires

Nombre de bénéficiaires	571 000
Durée du projet	Septembre 2013–décembre 2015
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	33 910 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires	18 320 173
Coût des transferts monétaires	2 800 000
Coût total pour le PAM	42 489 225

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, régionale, OMD*: Mme D. Brown tél.: 066513-3170

Directeur de pays: M. G. Ferrera gianluca.ferrera@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645/2558).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

RÉSUMÉ

La Côte d'Ivoire a traversé pendant les deux dernières décennies une crise sociopolitique qui a ralenti le développement socio-économique du pays. Cette situation a eu un impact négatif sur l'évolution des indicateurs de développement humain tout en provoquant une décapitalisation des moyens de subsistance des groupes vulnérables en milieu rural, et une dégradation des taux de scolarisation dans le primaire, particulièrement chez les filles. La pauvreté a augmenté et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire s'est accrue, principalement dans l'ouest et le nord du pays.

En mars 2012, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, le Gouvernement ivoirien a élaboré le Plan national de développement pour la période 2012–2015¹, qui constitue le cadre de référence pour les interventions visant la relance socio-économique du pays. Ce plan se fixe pour objectif de poser les fondements qui permettront à la Côte d'Ivoire de se placer parmi les pays émergents à l'horizon 2020. En matière d'éducation de base, il s'agira de relever le taux net de scolarisation dans le primaire pour le porter à 70 pour cent d'ici à 2015.

Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté 2009–2013² fait état d'un taux net de scolarisation en 2008 de 56 pour cent dans le primaire (dont 53 pour cent chez les filles). Le ratio filles/garçons est de 0,88. Le taux d'achèvement des études primaires reste faible, à 42 pour cent. En milieu rural, il n'est pas rare que les enfants abandonnent les études ou ne soient pas scolarisés en raison du manque d'infrastructures ou des déplacements dus à la guerre. Dans le nord du pays, le refus de certains parents d'envoyer leurs filles à l'école pour des raisons culturelles accentue les disparités entre filles et garçons.

Le Ministère de l'éducation nationale, par le biais de la Direction nationale des cantines scolaires et avec l'assistance technique du PAM et du Programme des Nations Unies pour le développement, a élaboré en avril 2012 la Stratégie nationale d'alimentation scolaire pour la période 2012–2017. Le PAM interviendra dans les districts prioritaires suivants: Bas Sassandra, Montagnes, Woroba, Denguélé, Savanes et Zanzan.

Le projet vise à augmenter les taux de fréquentation scolaire en milieu rural, particulièrement chez les filles, et à renforcer les capacités de la Direction nationale des cantines scolaires pour une mise en œuvre efficace de son programme de pérennisation des cantines scolaires³. Quelque 571 000 enfants (dont 49 pour cent de filles) recevront des rations journalières; celles-ci incluront des micronutriments en poudre pour les enfants du district du Zanzan, où les carences en micronutriments sont les plus marquées.

¹ République de Côte d'Ivoire, mars 2012, Plan national de développement 2012–2015, tome 2: Diagnostics politique, économique, social et culturel.

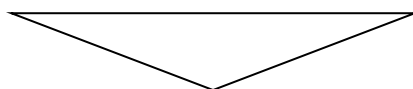
² République de Côte d'Ivoire, janvier 2009, Stratégie de relance du développement et de réduction de la pauvreté.

³ Ministère de l'éducation nationale, avril 2012, Direction nationale des cantines scolaires: Stratégie nationale d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire.

Le PAM travaillera avec d'autres organismes du système des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation mondiale de la Santé en vue de fournir un ensemble minimal de prestations en matière d'éducation. Ce partenariat sera conduit conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2013–2015, qui a été révisé en novembre 2012 pour répondre aux priorités du Gouvernement inscrites dans le Plan national de développement pour la période 2012–2015.

Le projet de cantines scolaires pour 2013–2015 est conforme aux Objectifs stratégiques 4 et 5 du Plan stratégique du PAM pour 2008–2013 et contribuera également à la réalisation du deuxième objectif du Millénaire pour le développement.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve le projet de développement Côte d'Ivoire 200465 "Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires" (WFP/EB.A/2013/9-A/1) qui lui est proposé.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. La Côte d'Ivoire compte 22 millions d'habitants, dont 70 pour cent vivent en milieu rural. Le pays se place aux premiers rangs mondiaux pour la production de cacao et de café. Il dispose de réelles potentialités agricoles et de ressources minières et pétrolières importantes qui ont contribué à garantir une croissance économique soutenue depuis l'indépendance en 1960. Cependant, les crises sociopolitiques de ces deux dernières décennies ont fortement affecté son processus de développement.
2. En 2011, le pays se situait au 170^e rang sur 187 pays au classement de l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec un revenu national par habitant de 1 070 dollars É.-U. Le pourcentage de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté a quintuplé, passant de 10 pour cent en 1985 à 50 pour cent en 2008 (dont 62 pour cent en milieu rural)⁴. La crise postélectorale de novembre 2010 a provoqué des déplacements massifs de population et exacerbé les difficultés de subsistance dans les zones de conflit (Sud, Sud-Ouest et Ouest) et les régions d'accueil des déplacés (Nord, Centre). Le pays importe 50 pour cent du riz nécessaire pour couvrir ses besoins annuels, qui se montent à 1,5 million de tonnes.
3. Les marchés sont approvisionnés de septembre à janvier, ce qui correspond à la période des récoltes. Cependant, le mauvais état des pistes et la prolifération des barrages routiers dans certaines zones tendent à renchérir les prix des produits alimentaires, les rendant inaccessibles aux ménages pauvres. D'après le suivi à mi-parcours de la campagne agricole réalisé en octobre 2012 par le Ministère de l'agriculture, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les perspectives d'ensemble des récoltes⁵ sont bonnes. Toutefois, les disponibilités de céréales des ménages dans l'Ouest et le Nord ne couvriront leurs besoins que pendant quatre à cinq mois du fait de l'insécurité, du retour tardif des personnes déplacées et des réfugiés à l'ouest et du manque d'intrants agricoles au nord.
4. Les analyses menées au cours du dernier trimestre de 2012⁶ laissent entrevoir une amélioration progressive de la sécurité alimentaire des ménages et de bonnes perspectives de récoltes pour 2013. Toutefois, dans les districts des Montagnes et du Bas Sassandra affectés par l'insécurité et le manque de pluies en 2012, la consommation alimentaire de près de 20 pour cent des ménages est insuffisante. Dans le district des Savanes, confronté à un manque structurel d'infrastructures de base et à des conditions agro-écologiques peu favorables, le niveau des stocks alimentaires risque de rester faible si des mesures ne sont pas prises pour soutenir les cultures vivrières et garantir un accès aux aliments pendant la période de soudure, de mai à septembre.
5. Au niveau national, 75 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont atteints d'anémie, dont 45 pour cent d'anémie modérée et 4 pour cent d'anémie sévère, ce qui constitue un problème grave de santé publique. Les enfants des zones rurales (79 pour cent) sont plus fréquemment atteints que ceux des zones urbaines (68 pour cent). Cinq pour cent des enfants d'âge scolaire présentent une déficience en iode. Le pourcentage des ménages

⁴ Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (révisé) 2013–2015.

⁵ Ministère de l'agriculture, Ministère des ressources animales et halieutiques, PAM, FAO, octobre 2012, Mission de suivi à mi-parcours de la saison agricole et de la sécurité alimentaire de l'année 2012.

⁶ Ministère de l'agriculture, FAO, PAM, décembre 2012, Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

consommant du sel iodé reste faible dans les districts des Montagnes (20 pour cent) et dans les régions du Bafing (40 pour cent) et du Cavally (50 pour cent)⁷.

6. La malnutrition chronique avoisine 40 pour cent dans le Nord et le Nord-Est. L'Enquête démographique et de santé en Côte d'Ivoire (EDSCI III)⁷ indique qu'au niveau national 28 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique, dont près de la moitié (12 pour cent) sous une forme sévère. Les résultats de l'enquête montrent que les taux de prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants varient en fonction du degré d'instruction de la mère: ils atteignent presque 30 pour cent lorsque la mère a peu ou pas d'instruction, et 13 pour cent lorsque la mère a fait des études secondaires ou plus.
7. Le taux de malnutrition aiguë globale était de 7,1 pour cent en 2012. Bien que ce taux soit inférieur au seuil caractérisant une situation grave (soit 10 pour cent), la malnutrition aiguë globale est en hausse par rapport à 2011, où le taux s'établissait à 5,4 pour cent. Les disparités entre les régions sont importantes, et certaines d'entre elles, comme le Nord-Est, ont des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs à 11 pour cent. C'est dans le district du Zanzan que les indicateurs sont les plus préoccupants: l'anémie atteint 77 pour cent, la malnutrition aiguë 11 pour cent et la malnutrition chronique 39 pour cent⁷.
8. La prévalence du VIH est estimée à 3 pour cent. L'éducation constitue une meilleure protection contre le VIH et le sida, et favorise l'accès des femmes à l'emploi. Une étude réalisée en Ouganda⁸ a montré que, pour les filles, chaque année d'études supplémentaire réduit les risques de contracter le VIH de 6,7 pour cent. D'où la nécessité d'encourager les parents à scolariser leurs filles dans les écoles participant au programme de cantines scolaires, de les y maintenir et d'y organiser des séances de sensibilisation au VIH/sida.
9. Selon la Stratégie nationale de protection sociale, la non-scolarisation et l'abandon précoce des études représentent des risques sérieux pour les enfants et compromettent leur développement. L'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2006 a révélé que 30 pour cent des enfants d'âge scolaire ne sont jamais allés à l'école. Par ailleurs, il y a une forte déperdition tout au long du cycle primaire, qui aboutit à un taux de passage en dernière année de 46 pour cent. Plus d'un enfant sur deux ne termine pas le cycle d'études primaires et sera probablement analphabète à l'âge adulte.
10. Le bon fonctionnement du système éducatif passe par la (re)construction de salles de classe et le recrutement d'enseignants pour les écoles primaires de l'intérieur du pays. Le Gouvernement ambitionne de faire du programme de cantines scolaires un moyen efficace du maintien des enfants à l'école⁹. La Stratégie nationale d'alimentation scolaire pour la période 2012–2017 a comme slogan: "une école, une cantine, un groupement". Ce choix traduit la volonté du Gouvernement de parvenir, dans les meilleurs délais, à une autonomisation graduelle de la gestion des cantines et à leur approvisionnement intégral en produits locaux. Cette stratégie s'appuie sur un renforcement des capacités de production des groupements féminins proches des écoles et des formations en alphabétisation fonctionnelle. La Stratégie nationale d'alimentation scolaire s'articule autour de trois axes: i) améliorer les performances scolaires; ii) améliorer le système de gestion des données; et iii) garantir une mobilisation adéquate des ressources humaines et financières.

⁷ Ministère de la santé et de la lutte contre le sida, Institut national de la statistique, MEASURE DHS, ICF International, juillet 2012, Enquête démographique et de santé à indicateurs multiples en Côte d'Ivoire (EDSCI III), Rapport préliminaire.

⁸ De Walque, Damien, 2004, *How Does the Impact of an HIV Information Campaign Vary with Educational Attainment? Evidence from Rural Uganda*, Banque mondiale, Washington.

⁹ Plan national de développement 2012–2015.

COOPÉRATION PASSÉE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

11. Depuis 1989, le PAM a appuyé la mise en œuvre de différents programmes de cantines scolaires. Pendant les deux années de crise (2010–2012), le programme d'alimentation scolaire, qui était jusqu'alors mis en œuvre dans le cadre d'un projet de développement, a dû être adapté au changement de contexte et intégré dans une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR).
12. Le projet de développement 107590 (2009–2013) a été interrompu en 2011 et remplacé par l'IPSR 200066 afin d'encourager la réouverture des classes et le processus de cohésion sociale dans un contexte de crise et d'insécurité alimentaire. Le rapport provisoire du Plan-cadre révisé des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2013–2015 confirme l'importance du rôle que jouent les cantines scolaires dans l'amélioration de l'éducation et des résultats scolaires. Entre juillet 2010 et décembre 2012, le ratio filles/garçons est passé de 0,74 à 0,8 dans les écoles appuyées par le PAM¹⁰.
13. L'évolution positive de la situation sociopolitique favorise le retour à un programme de cantines scolaires orienté vers le développement. La présente phase transitoire (2013–2015) permettra d'harmoniser l'intervention du PAM avec le cycle de programmation du PNUAD avant son démarrage en janvier 2016. La réhabilitation des infrastructures scolaires, le retour des enseignants et le redéploiement de l'administration au niveau local devraient favoriser la reprise et une réorganisation rapide des comités de gestion des cantines scolaires et faciliter le processus de pérennisation du programme.
14. En 2012, les vivres et les ressources octroyés par le PAM et le Gouvernement à la Direction nationale des cantines scolaires (DNCS) ont permis à 5 000 cantines scolaires de fonctionner régulièrement. Le PAM a apporté une assistance à 500 000 enfants dans 3 000 écoles situées dans les districts prioritaires. Le Gouvernement a pour sa part aidé 300 000 enfants dans 2 000 écoles de districts non prioritaires, en appliquant la même stratégie d'intervention que le PAM.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT

15. Le PAM est le partenaire clé désigné par le Gouvernement pour mettre en œuvre la Stratégie nationale d'alimentation scolaire. Ses capacités avérées d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle constituent des atouts majeurs. Les systèmes de gestion de l'information, de suivi et d'établissement de rapports mis en place par le PAM assureront une meilleure transparence vis-à-vis des partenaires financiers. Le PAM aidera la DNCS à développer ses aptitudes dans ce domaine et à établir des systèmes similaires.
16. Le projet visera à relever les taux de fréquentation scolaire en milieu rural, particulièrement ceux des filles, et à renforcer les capacités de la DNCS pour lui permettre de mettre en œuvre efficacement son programme de pérennisation des cantines scolaires.
17. Le premier objectif du projet vise: i) à accroître le taux net de scolarisation de 3 pour cent par an; et ii) à parvenir à un ratio filles/garçons de 0,96 d'ici à la fin de 2015 dans les zones ciblées; cet objectif vise en particulier la réalisation du but 1 de l'Objectif stratégique 4 du PAM: aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération.

¹⁰ PAM, mars 2013, Rapport normalisé.

18. Le PAM s'efforcera dans le même temps de lutter contre les déficiences nutritionnelles des élèves afin de faciliter leur apprentissage et leur réussite scolaires. Ils recevront des produits alimentaires enrichis et une éducation nutritionnelle soutenue.
19. Enfin, le PAM continuera de plaider en faveur d'un engagement politique plus marqué concernant le rôle des cantines scolaires dans l'éducation de base et les moyens nécessaires à la réalisation du but 3 de l'Objectif stratégique 5: renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim.
20. Le projet contribuera à la réalisation des deuxième¹¹ et troisième¹² effets du PNUAD 2013–2015. Le PNUAD révisé est aligné sur trois¹³ des cinq priorités du Plan national de développement pour la période 2012–2015. Il soutiendra également le deuxième objectif du Millénaire pour le développement. Ce projet est conforme au document de stratégie pour la réduction de la pauvreté¹⁴ et à la Stratégie nationale d'alimentation scolaire pour la période 2012–2017.
21. Le projet comporte quatre principaux volets: i) octroi d'un repas quotidien équilibré servi à l'école à 571 000 élèves pour améliorer leur capacité de concentration et leur assiduité; ii) distribution d'une ration trimestrielle à emporter ou transfert monétaire équivalent à 25 000 filles du cours moyen première et deuxième années ayant un taux d'assiduité d'au moins 80 pour cent; iii) distribution de micronutriments en poudre à 102 000 élèves dans le district du Zanzan; et iv) renforcement des capacités de la DNCS et des comités locaux de gestion des cantines scolaires. La synergie entre les différentes actions entreprises dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation constituera l'un des piliers de la stratégie.
22. Le PAM interviendra dans les districts prioritaires suivants: Bas Sassandra, Montagnes, Woroba, Denguélé, Savanes et Zanzan. Le ciblage géographique a été réalisé au moyen d'un indicateur composite comprenant le niveau d'insécurité alimentaire, la prévalence de la malnutrition chronique, le taux de scolarisation et le taux de pauvreté. Les districts ciblés dans l'ouest et le sud-ouest du pays accueillent un très grand nombre de rapatriés et de déplacés, et ceux du Nord et du Nord-Est disposent de services sociaux de base limités¹⁵. L'IPSR 200464 interviendra également dans les districts du Bas Sassandra, des Montagnes et du Zanzan avec des activités de création d'actifs communautaires et de nutrition,

¹¹ D'ici à 2015, les populations pauvres et les groupes vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et les ex-combattants, ont des revenus et une sécurité alimentaire améliorés, et vivent dans un environnement sain et durable.

¹² D'ici à 2015, les populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, bénéficient de façon équitable de services sociaux de base de qualité et de protection sociale (éducation, santé, VIH/sida, actions sociales, eau potable).

¹³ Priorités du Plan national de développement concernées: i) les populations vivent en harmonie dans une société sécurisée dans laquelle la bonne gouvernance est assurée; ii) [...]; iii) les populations, en particulier les femmes, les enfants et autres groupes vulnérables, ont accès aux services sociaux de qualité dans l'équité; iv) les populations vivent dans un environnement sain et un cadre de vie adéquat; un accent particulier est mis sur l'accès à l'eau potable, l'amélioration des systèmes d'assainissement, la mise à niveau des infrastructures urbaines et la gestion efficace des ressources naturelles ainsi que la gestion des risques et des catastrophes naturelles.

¹⁴ Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, janvier 2009.

¹⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, décembre 2012, Besoins humanitaires en phase de transition.

permettant ainsi une complémentarité des interventions du PAM¹⁶ dans ces régions. La sélection des écoles dans les zones prioritaires où le PAM interviendra se fera conjointement avec la DNCS, en fonction de critères spécifiques convenus (disponibilité d'une source d'eau potable, d'une infrastructure de base, d'un réfectoire, accessibilité et motivation des communautés).

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ ET PAR ANNÉE SCOLAIRE							
Activité	Année scolaire 2013–2014		Année scolaire 2014–2015		Année scolaire 2015–2016		Total
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
Alimentation scolaire	291 210	279 790	262 089	251 811	235 875	226 625	571 000
Rations à emporter	–	15 000	–	15 000	–	15 000	15 000
Transferts monétaires	–	10 000	–	10 000	–	10 000	10 000
Micronutriments en poudre	42 840	41 160	47 124	45 276	51 836	49 804	101 640
TOTAL	291 210	279 790	262 089	251 811	235 875	226 625	571 000

23. La diminution annuelle de 10 pour cent du nombre d'élèves recevant une aide du PAM correspond à une augmentation des effectifs pris en charge par le Gouvernement dans le cadre d'un transfert graduel de responsabilités.
24. Selon une étude de faisabilité réalisée en décembre 2012 dans le district des Savanes¹⁷, les marchés sont intégrés et relativement bien approvisionnés, mais les ménages à revenu faible y ont un accès limité. Cette étude préconise l'introduction d'un volet pilote de transferts monétaires visant à inciter les ménages pauvres à inscrire et maintenir leurs filles à l'école. En lieu et place des rations sèches à emporter, 10 000 filles recevront des transferts monétaires chaque trimestre. Les transferts permettront aux ménages de disposer de ressources plus flexibles, contribueront à l'économie du village et fourniront aux ménages la possibilité de se lancer dans des activités génératrices de revenus. Les transferts monétaires seront effectués via des structures de microfinance ou de téléphonie mobile; les localités seront ciblées en fonction de la capacité des marchés à répondre à une demande additionnelle et de la viabilité du réseau de téléphonie ou des structures de microfinance existantes.

¹⁶ L'IPSR soutiendra entre autres des activités de réfection d'écoles et de pistes ainsi que des interventions nutritionnelles.

¹⁷ PAM, décembre 2012, Rapport de mission préliminaire de faisabilité des transferts monétaires dans les districts des Savanes et du Woroba du nord de la Côte d'Ivoire.

25. Les problèmes de santé et de malnutrition chronique des enfants seront traités – grâce à la mise en œuvre de l'ensemble minimal de prestations en matière d'éducation¹⁸ – en partenariat avec le Programme national de nutrition, le Programme national de santé scolaire et universitaire, le Fonds national pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Ces interventions s'articuleront autour de l'initiative "Nourishing Bodies, Nourishing Minds"¹⁹ (Nourrir les corps, nourrir les esprits). Afin de renforcer les capacités cognitives des élèves et de minimiser les risques de maladie²⁰, le PAM fournira des micronutriments en poudre pour réduire les carences en micronutriments parmi les enfants bénéficiaires. Le ciblage s'étendra graduellement à l'ensemble des enfants des écoles bénéficiaires dans le district du Zanzan, où les carences en micronutriments sont les plus marquées. En outre, tous les élèves recevant une aide de la DNCS et du PAM dans le pays bénéficieront d'un programme de déparasitage.
26. La DNCS, en partenariat avec le Service national d'alphabétisation et le PAM, et par le biais des groupements de femmes impliqués dans la production agricole, mènera des séances d'alphabétisation fonctionnelle destinées aux mères, qu'elle sensibilisera également à l'importance de la scolarisation, en particulier celle des filles. Ces séances d'alphabétisation permettront aux femmes d'améliorer leurs techniques de production et d'acquérir des notions de gestion financière.
27. La participation du PAM à la réalisation de la Stratégie nationale d'alimentation scolaire permettra d'avoir une analyse commune des actions à entreprendre. Un plan d'action conjoint DNCS-PAM sera élaboré.
28. Le PAM mettra à la disposition de la DNCS des ressources techniques, matérielles et financières afin de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie d'alimentation scolaire. Le PAM participera notamment à l'élaboration et à la diffusion de guides et matériels didactiques destinés aux gestionnaires des cantines scolaires. En outre, le PAM fournira à la DNCS une assistance technique concernant la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement des denrées alimentaires et la gestion des stocks. Les transferts de compétences se feront par le biais de formations et de missions d'échange d'expérience. Plus particulièrement, les possibilités offertes par le Centre d'excellence au Brésil et les partenariats avec le secteur privé seront exploitées. Dans le même temps, le PAM continuera à plaider pour que les ressources nécessaires soient engagées par le Gouvernement et pour que les rôles et responsabilités de tous les ministères impliqués soient préalablement établis.
29. Le PAM insistera sur la nécessité pour les communautés d'être bien préparées. Leurs capacités seront évaluées afin que le transfert des responsabilités se fasse sans heurt et que les objectifs d'éducation déjà atteints soient préservés. La période du projet sera mise à profit pour asseoir davantage les bases déjà solides du programme intégré de pérennisation des cantines scolaires. Les parents versent 25 francs CFA (5 cents) par repas et par enfant; une partie de cette cotisation permet d'acheter les condiments et légumes, de payer les cuisinières et de couvrir les autres frais inhérents au programme de pérennisation. Le

¹⁸ Les activités de déparasitage, d'éducation nutritionnelle, d'hygiène et de sensibilisation au VIH/sida, d'utilisation de l'eau potable et d'assainissement, de foyers améliorés et de productions vivrières et maraîchères par les groupements de femmes en appui aux cantines scolaires seront menées conjointement.

¹⁹ Le partenariat "Nourishing Bodies, Nourishing Minds", lancé au Forum économique mondial de Davos en janvier 2013, renforcera la collaboration entre le PAM, l'UNICEF et l'UNESCO avec pour objectif d'améliorer l'accès à une éducation de qualité.

²⁰ PAM, Banque Mondiale, mai 2011, Repenser l'alimentation scolaire.

système de bourse existant permet aux enfants des familles les plus pauvres d'avoir gratuitement accès à la cantine.

30. Grâce au partenariat entre la DNCS, le PAM et l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER), les groupements de femmes impliqués dans les séances d'alphabétisation fonctionnelle des mères continueront à recevoir un appui technique en matière de production agricole. Près de 970 groupements (sur 1 200 constitués) bénéficient actuellement d'un tel appui. L'objectif est de contribuer à améliorer la production et les revenus de ces groupements afin qu'ils puissent participer au bon fonctionnement de la cantine de leur communauté à partir de 2016. En contrepartie, les groupements céderont un tiers de leur production à la DNCS à un prix fixe, le reste étant commercialisé et/ou utilisé par les membres du groupement.

TABLEAU 2: RATIONS/TRANSFERTS MONÉTAIRES (g/personne/jour)				
Produits alimentaires	Alimentation scolaire	Rations à emporter	Transferts monétaires	Micronutriments en poudre
Céréales	150	111*	-	-
Légumineuses	30	-	-	-
Huile végétale fortifiée	10	-	-	-
Sel iodé	5	-	-	-
Micronutriments en poudre	-	-	-	0,4
TOTAL	195	111	-	0,4
Transferts monétaires (dollar/personne/jour)	-	-	0,09**	-
Total kcal/jour	737	404	-	-
Nombre de jours	120	270	270	120

* Cette ration est calculée sur la base de cinq personnes par ménage. Chaque ménage reçoit 50 kilogrammes par trimestre durant trois trimestres (270 jours).

** Ce montant est calculé sur la base de cinq personnes par ménage. Chaque ménage reçoit 40 dollars par trimestre durant trois trimestres (270 jours).

31. Les rations ont été établies conformément aux directives du PAM en matière d'alimentation scolaire²⁰. La ration, correspondant à une demi-journée d'école, se compose de riz, de légumineuses et d'aliments enrichis tels que l'huile végétale fortifiée et le sel iodé. L'approvisionnement en légumes, condiments et protéines animales sera assuré par les familles (en nature ou en espèces). La ration à emporter, distribuée chaque trimestre, se compose d'un sac de riz de 50 kilogrammes; le choix s'est porté sur le riz en raison de la part importante (estimée à environ 11 pour cent) que celui-ci occupe dans le budget des ménages vulnérables²¹. Selon les directives, la ration à emporter devrait représenter 10 à 50 pour cent des revenus annuels du ménage ciblé. Pour des questions pratiques de mise en œuvre, la distribution se fait par sacs de 50 kilogrammes et s'avère ainsi plus aisée et plus transparente vis-à-vis des bénéficiaires.
32. Le montant alloué au titre des transferts monétaires est de 20 000 francs CFA, soit 40 dollars par ménage et par trimestre. Les montants seront virés au crédit des mères dont les filles remplissent les conditions requises. Des séances d'information préalables seront organisées concernant les conditions, les périodes de transfert et les détails du processus.

²¹ Le calcul a été établi à partir de la base de données disponibles sur les revenus et les dépenses des ménages.

TABLEAU 3: QUANTITÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRE (en tonnes) ET TRANSFERTS MONÉTAIRES PRÉVUS (en dollars)				
Produits alimentaires	Alimentation scolaire	Rations à emporter	Micronutriments en poudre	Total
Céréales	20 526	6 750	-	27 276
Légumineuses	4 405	-	-	4 405
Huile végétale fortifiée	1 468	-	-	1 468
Sel iodé	751	-	-	751
Micronutriments en poudre	-	-	10	10
TOTAL (en tonnes)	27 160	6 750	10	33 910
Transferts monétaires (en dollars)	-	2 800 000	-	2 800 000

33. En novembre 2012, une équipe d'évaluation du PAM en mission dans le nord et le nord-est du pays a confirmé qu'il était possible d'effectuer des achats locaux auprès de petits producteurs selon la formule "Achats au service du progrès". Le Fonds international de développement agricole (FIDA) mène déjà dans ces régions un projet de sécurité alimentaire fondé sur l'appui aux organisations paysannes et aux petits producteurs. Le PAM développera des synergies d'action avec le FIDA, la FAO et le Ministère de l'agriculture. Des achats locaux seront effectués graduellement afin de permettre aux groupements de producteurs, essentiellement composés de femmes, de s'adapter et d'élargir peu à peu leurs débouchés. Les interventions visant à soutenir les petits producteurs sont l'une des voies privilégiées par la Stratégie nationale de sécurité alimentaire²².

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION

34. *Coordination:* Au plan national, la coordination sera effectuée par le groupe sectoriel Éducation et par le Comité de pilotage des cantines scolaires pour des questions spécifiques au programme de pérennisation. Les partenaires techniques et financiers aideront le Gouvernement à rechercher des financements pour le Plan d'action à moyen terme 2012–2015. Au niveau local, des rencontres périodiques entre le PAM et le Bureau du Conseiller régional chargé des cantines scolaires de la DNCS permettront de discuter des contraintes et des actions immédiates requises.
35. *Capacités:* Le PAM dispose à l'heure actuelle de deux bureaux auxiliaires: celui de Bouaké, qui supervise les activités dans le Nord et le Nord-Est, et celui de Man, en charge du district des Montagnes. Les activités dans le Sud-Ouest sont suivies par le bureau du PAM à Abidjan. Un troisième bureau auxiliaire devrait s'ouvrir à Korhogo pour couvrir les districts des Savanes, du Zanzan et du Denguélé.
36. *Suivi et évaluation:* Le système de suivi et d'évaluation est conçu conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats. Le cadre logique et la matrice de suivi et d'évaluation comprennent les indicateurs par objectif stratégique, la responsabilité des

²² Bureau de la coordination des affaires humanitaires, décembre 2012, Côte d'Ivoire 2013, Besoins humanitaires en phase de transition.

collectes de données, leur fréquence et leur utilisation. Des indicateurs relatifs à la consommation alimentaire des ménages sélectionnés, aux stratégies d'adaptation et aux résultats scolaires des filles seront ajoutés afin de comparer les effets des transferts monétaires à ceux des rations à emporter. Des outils de collecte et de traitement des données ont été mis en place au niveau central et local. La collecte et la transmission des données s'appuient sur les structures décentralisées de la DNCS.

37. Les données sur les bénéficiaires, réparties par sexe et par tranche d'âge, seront collectées et transmises chaque mois. Les fiches remplies par les directeurs d'école seront collectées par les conseillers d'inspection et consolidées au niveau de l'Inspection de l'éducation primaire avant d'être transmises aux directions régionales de l'éducation nationale. Les données seront ensuite consolidées et analysées à Abidjan.
38. La DNCS fournira au PAM des rapports mensuels quantitatifs sur les distributions de vivres et les transferts monétaires ainsi que des rapports narratifs trimestriels. Deux évaluations seront réalisées en début et en fin de projet. La première se fera sur un échantillon d'écoles ciblées avant le démarrage du projet. L'évaluation finale externe portera sur la performance, la parité et l'efficacité des actions menées.

GESTION DES RISQUES

39. Le risque majeur est lié à une recrudescence de l'insécurité, notamment le long de la frontière libérienne, où des groupes armés patrouillent et des armes légères circulent. Des incidents y sont survenus entre mai et août 2012. Le Gouvernement et des partenaires financiers ont engagé des efforts concertés visant le désarmement, la réinsertion des jeunes, la restitution des terres occupées et l'appui à leur mise en valeur.
40. La mise en œuvre du projet repose sur la DNCS. Le PAM veillera à ce que les aspects convenus en matière de gouvernance et de transparence soient conformes aux normes du PAM et que la continuité de l'administration du projet soit garantie même en cas de changements institutionnels. La spéculation sur le riz et la corruption sont des risques qui seront analysés afin d'assurer la qualité du projet. L'analphabétisme des mères bénéficiaires des transferts monétaires pourrait également gêner la compréhension rapide du processus de paiement. Une inflation importante des prix sur les marchés générerait le recours aux transferts monétaires. Avec l'appui du PAM, le Ministère du commerce, via l'Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers, assure un suivi régulier des marchés. Des mesures seront prises en temps voulu pour assurer la viabilité des transferts monétaires.
41. Un manque de ressources ou un financement tardif empêcheraient le PAM d'exécuter des activités de l'ampleur prévue ou en temps voulu. L'ordre de priorité des zones défini par la DNCS (voir la carte en annexe III détaillant les zones de priorité 1, 2 et 3) servira de référence en cas d'ajustement éventuel de la taille du projet.

Risques sécuritaires

42. Le PAM veille à ce que toutes ses installations soient conformes aux normes de sécurité requises par les Nations Unies. Le PAM fait partie du système de sécurité mis en place par le Département des Nations Unies de la sûreté et de la sécurité en Côte d'Ivoire²³. Des informations régulières et actualisées sont communiquées au personnel quant aux dispositions à prendre.

²³ Seul le département de Guiglo est au niveau de sécurité 4. Le district des Montagnes est au niveau 3.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales – riz	27 276	13 530 200	
Légumineuses	4 405	2 649 666	
Huile végétale	1 468	1 871 064	
Micronutriments en poudre	10	185 095	
Sel iodé	751	84 148	
Total, produits alimentaires	33 910	18 320 173	
Transferts monétaires (en dollars)		2 800 000	
Total partiel, produits alimentaires et transferts			21 120 173
Transport extérieur			3 538 540
Transport terrestre, entreposage et manutention			5 994 354
Autres coûts opérationnels directs			2 844 253
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			6 212 235
Total des coûts directs pour le PAM			39 709 556
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			2 779 669
COÛT TOTAL POUR LE PAM			42 489 225

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Personnel international – administrateurs	792 190
Personnel local – administrateurs nationaux	490 000
Personnel local – agents des services généraux	552 713
Personnel local – assistance temporaire	1 722 610
Personnel local – heures supplémentaires	19 200
Consultants recrutés sur le plan international	155 667
Volontaires des Nations Unies	38 000
Voyages officiels	688 954
Total partiel	4 459 334
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	31 630
Charges courantes (électricité, etc.)	153 585
Fournitures de bureau	422 978
Matériel de communication	295 241
Matériel informatique et dépenses de fonctionnement	30 333
Exploitation et entretien des véhicules légers	332 700
Entretien	19 185
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	3 000
Total partiel	1 288 652
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	285 600
Matériel de communication	58 327
Dépenses de sécurité	120 323
Total partiel	464 249
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 212 235

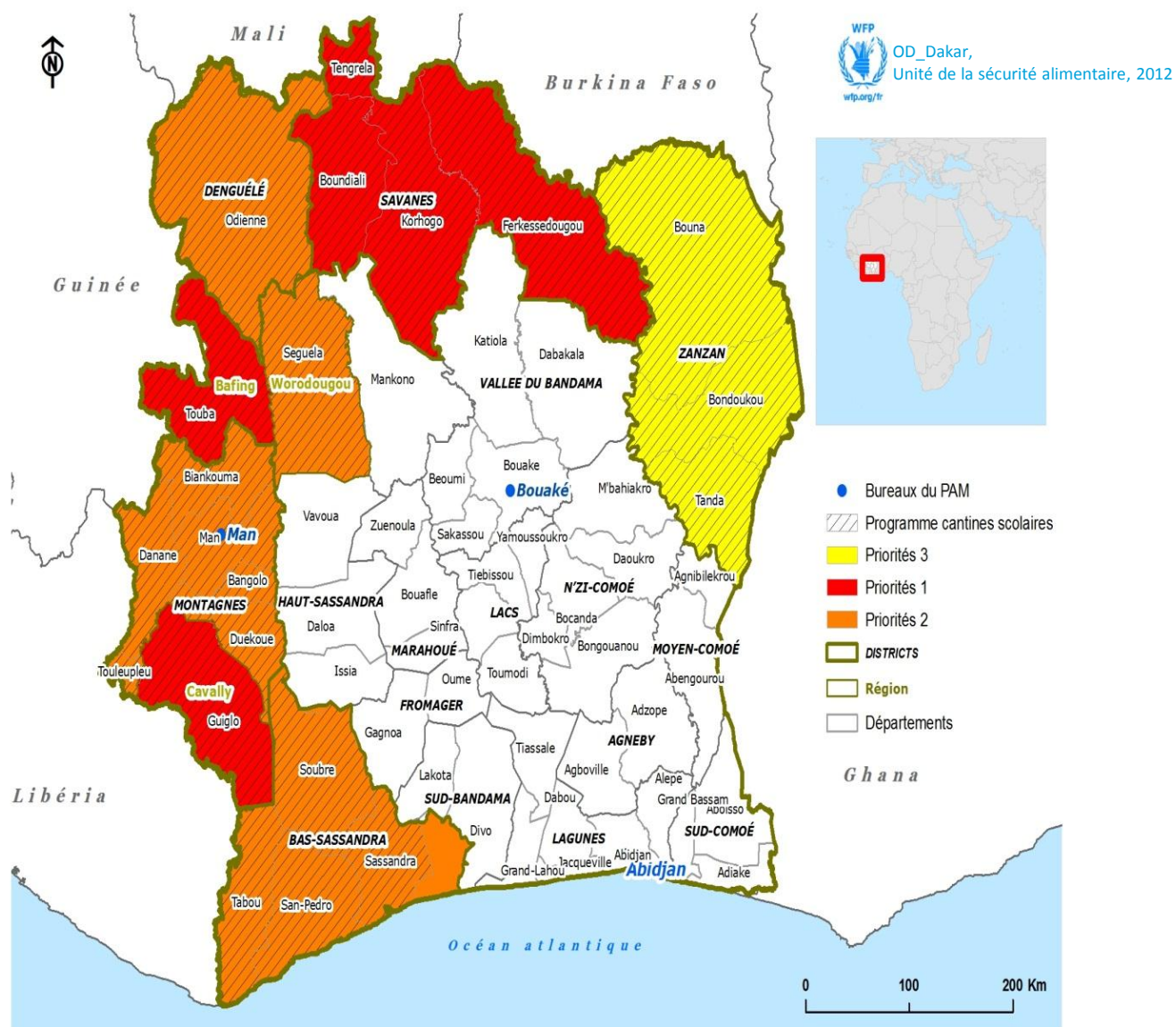
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet du PNUAD 3 D'ici à 2015, les populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, bénéficient de façon équitable de services sociaux de base de qualité et de protection sociale (éducation, santé, VIH/sida, actions sociales, eau potable).</p>	<p>Indicateurs d'effet du PNUAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de développement humain ➤ Niveau de sécurité alimentaire dans les zones ciblées ➤ Taux de malnutrition chronique ➤ Taux brut de scolarisation garçons et filles <p>Cible: 70 % en 2015</p>	<p>Respect des engagements de l'État (disponibilité des ressources humaines, financières et des infrastructures)</p> <p>Disponibilité à temps des ressources au niveau des agences</p> <p>Stabilisation de la situation sécuritaire</p> <p>Stabilité institutionnelle</p> <p>Absence d'épidémies</p>
<p>Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition</p>		
<p>Effet direct 4.1 L'accès à l'éducation et le développement du capital humain sont améliorés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux annuel moyen de variation du nombre d'inscriptions, par sexe Cible: > 3% ➤ Taux d'assiduité, par sexe, dans les écoles ciblées Cible: > 80% ➤ Taux d'assiduité des filles bénéficiant de rations à emporter ➤ Taux d'assiduité des filles bénéficiant de transferts monétaires ➤ Ratio filles/garçons inscrits dans les écoles assistées Cible: 0,96 pour les écoles assistées ➤ Taux de passage en classe supérieure des filles et des garçons Cible: > 50% 	<p>La ration est acceptée par les bénéficiaires.</p> <p>Des programmes complémentaires sont mis en œuvre par des organisations partenaires.</p> <p>Ressources financières disponibles permettant d'éviter des ruptures de stock</p> <p>Engagement du Gouvernement</p>
<p>Effet direct 4.2 Les ménages ciblés ont un accès accru aux moyens productifs et non productifs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de femmes ciblées ayant des revenus suffisants pour satisfaire les besoins de base du ménage Cible: > 25% 	
<p>Produit 4.2.1 Les vivres sont distribués en quantité et qualité suffisantes dans les écoles ciblées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons qui bénéficient de repas chauds dans les cantines assistées ➤ Nombre d'écoles primaires approvisionnées à temps en vivres ➤ Quantité de vivres distribués 	
<p>Produit 4.2.2 Le déparasitage des élèves assistés est réalisé à temps.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons qui bénéficient du programme de déparasitage 	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Effet direct 4.3 Les carences en micronutriments sont réduites chez les enfants assistés.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de prévalence de l'anémie chez les enfants assistés dans le district du Zanzan 	
Produit 4.3.1 Les élèves ciblés ont une alimentation équilibrée.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'élèves qui bénéficient de micronutriments en poudre Cible: 101 640	
Objectif stratégique 5: renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 5.1 Les solutions de lutte contre la faim sont identifiées et intégrées dans les politiques nationales.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale par solution contre la faim pour les cantines scolaires 	Adhésion des communautés et des collectivités territoriales Ressources financières disponibles
Produit 5.1.1 La capacité nationale en matière de suivi et de gestion des cantines scolaires est renforcée.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de membres de personnel de la DNCS formés au suivi et à la gestion des cantines. Cible: 150 (50 par an)	
Produit 5.1.2 La stratégie nationale de pérennisation des cantines scolaires est soutenue.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de cantines scolaires qui bénéficient de la participation active des communautés Cible: > 30% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de céréales distribuées achetées localement Cible: 1 500 tonnes (5%) <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation du budget alloué par le Gouvernement à la DNCS Cible: 5% par an <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de magasins de la DNCS utilisant le système de gestion informatisée des stocks Cible: 3 (1 par an)	
Produit 5.1.3 Les groupements agricoles reçoivent une formation dans plusieurs domaines.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de groupements agricoles ayant reçu une formation dans les domaines suivants: agriculture mécanisée, comptabilité simplifiée, alphabétisation fonctionnelle et commercialisation Cible: 150 (50 par an).	



ANNEXE III

PROJET DE CANTINES SCOLAIRES (SEPTEMBRE 2013-DÉCEMBRE 2015)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

DNCS	Direction nationale des cantines scolaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance